

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



Le déclin du café à la Martinique au XIX^e siècle.

Marie Hardy

Numéro 161-162, janvier-avril-mai-août 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1036812ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1036812ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hardy, M. (2012). Le déclin du café à la Martinique au XIX^e siècle. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (161-162), 103-121.
<https://doi.org/10.7202/1036812ar>

Le déclin du café à la Martinique au XIX^e siècle.

Marie Hardy¹

Le café, avant de devenir l'une des denrées les plus rémunératrices des échanges internationaux, a été l'un des principaux moteurs de la croissance économique des villes portuaires européennes au cours du XVIII^e siècle. C'est pour cette raison que cette denrée coloniale a fait l'objet de nombreuses études. Le café est donc, avant tout, perçu en tant qu'objet commercial, premier rouage des arcanes du négoce des grands ports européens à leur âge d'or d'où la pléthore d'études commerciales qui en font acte telles celles de Pierre Dardel², Jean Tarrade³, Paul Butel⁴, Halgouet⁵, ainsi que d'autres plus axées sur le café, de Gilbert Buti⁶, Courdurier⁷, ou Antony Turner⁸.

À l'inverse, dans les anciennes colonies françaises, derrière le mot café se profile comme en filigrane une société, un univers de sueur et de sang : un monde peu connu⁹ où se mêlent les tensions de la société coloniale

1. AIHP/GEODE EA 929

2. Pierre Dardel, *Navires et marchandises dans les ports de Rouen et du Havre au XVIII^e siècle*, Paris, Ecole Pratique des hautes études, 1963.

3. Jean Tarrade, *Le Commerce colonial de la France*, 1972, T.I.

4. Paul Butel, *La Croissance commerciale bordelaise dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, thèse présentée devant l'université de Paris I le 13 janvier 1973, service de reproduction des thèses Université de Lille III, 1973.

5. Hervé du Halgouet, *Nantes : ses relations commerciales avec les îles d'Amérique au XVIII^e siècle, ses armateurs*, Rennes, Oberthur, 1939.

6. Gilbert Buti, « Marseille entre Moka et café des îles : espaces, flux, réseaux XVII^e-XVIII^e siècles » p. 213-244, dans Michel Tuchscherer, *Le Commerce du café avant l'ère des plantations coloniales, espaces, réseaux sociétés (XV^e-XIX^e siècle)*, Le Caire, Institut Français d'archéologie orientale, 2001.

7. M Courdurier, « Du café du Yémen au café des Antilles ou renversements de courants commerciaux sur la place de Marseille (17-18^e siècles) » p. 73-93 dans *Le Café en Méditerranée, Histoire, Anthropologie, Economie, XVIII-XX^e siècle*, Actes de la table ronde du groupe scientifique, 1980.

8. Antony Turner, *Le Café, essai historique*, Paris, Blusson, 2002.

9. Cet aspect de l'univers du café a commencé à être étudié pour l'Amérique latine et certaines îles de la Caraïbe ; nouveaux producteurs de café au cours des XIX^e et XX^e siècles, A

esclavagiste et les nouvelles règles du commerce international établies sous l'impulsion du grand capital.

Classé d'emblée parmi les cultures secondaires, le café a fait les frais de l'enthousiasme général des historiens chercheurs pour l'étude du fleuron de la culture coloniale : la canne à sucre. L'histoire de l'introduction de cette culture et de son développement dans les colonies françaises d'Amérique n'a donc été abordée qu'à travers le prisme d'études historiques portant sur le sucre. Or, bien que tout semble rapprocher ces deux icônes qui ont fait la richesse des anciennes colonies françaises, l'histoire du sucre n'est pas celle du café.

La production caféière, qui atteint son apogée à la fin des années 1780, ne cesse plus de décroître ensuite. On passe en effet d'environ 4 001 881 quintaux en 1771¹⁰ à 137 549¹¹ kilos en 1843¹² de café exporté. L'écart atteste de l'importance de la modification des paysages caféiers à même d'engendrer des résultats aussi désastreux, dans la première moitié du XIX^e siècle.

Quels événements ont pu déclencher ce processus d'abandon de la culture du café dans les dernières décennies du XVIII^e siècle ?

Les raisons de la disparition progressive du café dans les cultures coloniales françaises au cours du XIX^e siècle ont été avancées par différents chercheurs dans un cadre plus large qui est celui de l'histoire générale des Antilles, mais ces amorces de réponses restent des hypothèses d'école, qui ne résistent pas au questionnement épistémologique. Ces raisons, souvent simplistes ou dérisoires parce que trop éphémères ou circonscrites, mènent au constat que les causes annoncées de la crise caféière pourraient n'être en fait que les effets pervers d'un processus d'une plus grande ampleur, lequel produira plus tard pour l'activité sucrière les mêmes effets.

1. L'HISTORIOGRAPHIE CAFÉIÈRE DES ANCIENNES COLONIES FRANÇAISES

Les chercheurs ont apporté des réponses, le plus souvent d'ordre agronomique, mais aussi technique, politico-économique, parfois même social.

Notre analyse est construite sur la confrontation des éléments de réponse apportés par les travaux d'historiens tels que Gérard Lafleur et Prosper Eve, qui ont tous deux travaillé sur le café des colonies françaises

coffee frontier, land, society, and politics in Duaca, Venezuela 1830-1936 de Doug Zarrington, *Paysannerie du café des hautes terres tropicales* de François Bart, ou encore, « Labor, Race, and Gender on the Coffee Plantations in Ceylon (Sri Lanka), 1834-1880 » de Rachel Kurian dans *The Global Coffee Economy in Africa, Asia, and Latin America, 1500-1989* de William Gervase Clarence-Smith, mais encore « Café et identité nationale : Cuba au XIX^{ème} siècle » de Robert Vasquez dans *La fleur du café, Caféiculteurs de l'Amérique hispanophone* de Jean-Christian Tulet.

10. Archives départementales de la Martinique [désormais AD Martinique], Fonds généralité, 1Mi236, le 8 mars 1772, Réflexions sur les manières d'imposer les colonies.

11. Dont 128 160 kilos seulement proviennent du cru de la colonie.

12. AD Martinique., Série géographique, 1Mi1292, Résumé comparatif du commerce de la Martinique en 1843 et 1844.

avec les données extraites de la correspondance administrative, des archives notariales, des mémoires et des ouvrages de contemporains (chroniqueurs pour certains, scientifiques pour d'autres).

Gérard Lafleur, dans un champ historiographique presque vierge, s'est lancé dans un article¹³ sur la culture du café à la Guadeloupe. Prosper Eve quant à lui a écrit un ouvrage scientifique¹⁴ sur l'aventure du caféier à Bourbon.

Gérard Lafleur, dans un premier temps, explique la diminution de l'exploitation caféière par une conjoncture politico-sociale défavorable en Guadeloupe à la fin du XVIII^e, et il énumère ensuite les causes révélées par les sources.

Des points de vue sur la crise qui restent trop souvent dans le narratif.

Dans leurs analyses, au regard des sources sur lesquelles elles reposent, G. Lafleur et P. Eve apportent des arguments croisés au constat de la faillite.

	G. Lafleur ¹⁴ (Guadeloupe)	P. Eve ¹⁵ (île Bourbon)
Appauvrissement des terres	« Terre végétale des hauteurs souvent ruinées par les ouragans »	« les récoltes étant belles, personne ne songe que c'est un peu de la vertu de ce sol déjà pauvre qui s'en va par tous les chargements que les navires emportent. La terre perdant au fil des années de sa substance, les cyclones qui se succèdent ébranlent des arbres fragiles »
Maladie	« Maladie connue sous le nom de la rouille (elle fit d'autant plus de progrès qu'elle ne fut pas combattue) »	« les intempéries de 1806-1807, la maladie du bois noir sont les deux causes principales avancées le plus souvent pour expliquer la réduction des habitations-caféières à Bourbon » « les insectes microscopiques s'acharnent à sucer leurs maigres réserves nutritives, leur dépérissement devient inéluctable »
Dégénérescence de l'espèce		« il paraît que la plante a dégénéré sous le rapport de la durée de son existence »
Abandon du café pour la canne	« Vaine gloriole des habitants caféiers de se métamorphoser en grands habitants »	certaines planteurs aisés paraissent découragé, parce qu'ils ne se précipitent pas pour reconstituer leurs plantations [...] ils remplacent leurs champs de caféiers détruits ou sérieusement affectés par les récents cyclones et avalasses par des champs de canne »

13. Gérard Lafleur, « La Culture du café en Guadeloupe de son introduction à sa quasi disparition » p. 59-120 dans *Bulletin de la société d'histoire de la Guadeloupe*, n°145, 2006.

14. Prosper Eve, *Histoire d'une renommée. L'aventure du caféier à Bourbon/ La Réunion des années 1710 à nos jours*, CRESOL, Océan Editions, Saint André, 2006.

15. Gérard Lafleur, « La Culture du café en Guadeloupe... », *Op. Cit.*

16. Prosper Eve, *Histoire d'une renommée...*, *Op. Cit.*

Ruine des habitants contraints de vendre leurs esclaves	« Ruine des habitants contraints de vendre leur esclave pourtant nécessaire à l'exploitation de leur habitation »	
Enormité des droits mis sur les cafés à leur entrée en France	« L'énormité des droits mis sur les cafés a leur entrée en France empêchant le planteur de trouver dans la vente de ses produits un prix rémunérateur »	
contexte politique		« l'absence de débouchés pendant la période révolutionnaire et napoléonienne conduit les Bourbonnais à vivre en autarcie et à satisfaire prioritairement leurs propres besoins »

De manière générale, et bien qu'un océan ainsi qu'un continent séparent ces deux colonies françaises, les mêmes raisons sont invoquées pour expliquer la progressive disparition de la culture du café. Il existe cependant quelques divergences dans les deux tentatives d'appréciation.

Si G. Lafleur qualifie de « vaine gloriole » la reconversion des planteurs caféiers en sucriers, P. Eve, lui, la met sur le compte d'une capacité de reconversion et d'adaptation face à la crise. Dans le cas de Bourbon, seuls les planteurs aisés qui ont entre 51 et 100 esclaves ont la possibilité de se reconverter (5,5% du corps des propriétaires sont dans ce cas¹⁷), les autres n'ont pas les moyens financiers pour disposer d'une sucrerie et ne le souhaitent pas non plus : « la fabrication du sucre n'inspire pas confiance à tous les Bourbonnais, pour les petits et même pour certains moyens planteurs, l'avenir s'annonce sombre¹⁸ ». Selon G. Lafleur, tout planteur caféier rêve d'obtenir le prestige des habitants sucriers et essaye coûte que coûte cette difficile reconversion. Il faut préciser que le prestige ou l'aura dont semblait bénéficier la culture de la canne à la Guadeloupe était reporté sur celle du café à Bourbon ; la réputation du « Café Bourbon réunionnais » était réelle – l'exportation du sucre ne dépasse celle du café que dans les années 1820, ce qui n'est pas le cas pour son corollaire de l'arc antillais –.

Les esclaves avec l'abolition de la traite viennent rapidement à manquer en Guadeloupe alors que la proximité de l'Afrique favorise un approvisionnement plus aisé (bien qu'illégal) à l'île Bourbon. P. Eve ne mentionne pas les taxes parmi les raisons invoquées dans son étude mais précise que les cours du café ont subi une chute régulière entre 1822 et 1827.

Bien que dans le détail on constate de réelles dissemblances d'une île à l'autre, les sources de la Martinique décrivent globalement les mêmes composantes mais, bien entendu l'histoire de la Martinique se rapproche plus de celle de la Guadeloupe que de celle de l'île Bourbon.

Ainsi donc ces chercheurs expliquent la ruine de l'exploitation caféière dans les anciennes colonies françaises par des considérations d'ordre agronomique trouvées dans les sources.

17. Prosper Eve, *Op. Cit.*, p. 239.

18. Prosper Eve, *Op. Cit.*, p. 233.

Il s'agissait alors pour nous de mettre en corrélation les mêmes aspects descriptifs retrouvés dans les archives concernant la Martinique et les événements géopolitiques survenus à la fin du XVIII^e et au cours du XIX^e lesquels ayant profondément transformé les structures commerciales, et donc par voie de conséquences économiques et sociales.

2. L'INCIDENCE DU CONTEXTE GÉOPOLITIQUE

Plusieurs éléments concomitants font des deux premières décennies du XIX^e siècle, une période de perturbations politiques et commerciales qui affecte très rapidement les colonies françaises. Le 21 novembre 1806, avec le décret de Berlin, Napoléon met en état de blocus les îles britanniques. En réalité, faute de pouvoir bloquer la Grande Bretagne avec une flotte, il ferme le continent tout entier aux marchandises anglaises, produits coloniaux ou objets manufacturés. De là le nom, au demeurant inexact, de Blocus continental donné au système douanier mis en place par Napoléon. Fort heureusement l'Angleterre trouve rapidement de nouveaux débouchés parmi les colonies espagnoles d'Amérique qui se soulèvent contre Joseph. Le commerce britannique voit alors s'ouvrir à lui ce marché américain déjà convoité qui allait lui servir de compensation à la perte de l'Europe pour les négociants et les industriels des îles Britanniques.

Sous l'occupation anglaise (1794 à 1802 puis 1809-1815), le commerce local martiniquais doit trouver de nouveaux débouchés par l'intermédiaire des réseaux commerciaux anglais, les denrées sont en effet devenues anglaises avec la prise de pouvoir des Anglais. Or l'Angleterre ne peut facilement commercer qu'avec le continent américain qui offre moins de débouchés pour une denrée telle que le café que n'en proposait le commerce européen. La production caféière trouve donc rapidement ses limites.

Au même moment aux Antilles françaises les cultures caféières font face à des difficultés d'ordre agronomique.

3. CONSIDÉRATIONS AGRONOMIQUES 1789 À 1839

Dès le début de la régression de l'exploitation caféière les contemporains l'attribuent à deux raisons agronomiques constamment évoquées : l'appauvrissement des terres qui condamne l'arbre à la végéter et le fragilise face à la maladie.

Dès 1789, le botaniste et agronome Hypolite Nectoux¹⁹ mentionne l'érosion des terres comme ennemi naturel des caféiers :

« Le cultivateur devrait au moins prévenir contre le torrent des avalanches qui dégradent et ravagent journellement les montagnes auxquelles on pourroit remédier en pratiquant horizontalement et par gradins des fossés qui arrêteroient la violence des eaux, et qui adouciroient avec le tems la roideur

19. Il fut jardinier botaniste du roi à Cayenne puis à Saint-Domingue et eut l'occasion d'observer la végétation de la Martinique, Guadeloupe, et Jamaïque lors d'escales ou de cours voyages.

des pentes : ce seroit autant de terrasses qui se trouveroient entretenues et renouvelées par l'engrais naturel que l'eau du ciel apporteroit des parties supérieures, et qui donneroient à la terre une plus grande facilité de s'imbi-ber, avantage qui est un des plus grands moyens à sa fécondité²⁰. »

En préconisant l'étagement des cultures pour prévenir l'érosion des terres, Nectoux révèle les causes de la dégénérescence dans laquelle va se trouver la culture du café quelques décennies plus tard.

A partir de 1820, des opérations scientifiques sont menées pour améliorer le rendement des pieds de café à la Martinique. Ainsi la correspondance du gouverneur avec le ministre de la marine rapporte un essai de M. Littée²¹. Ce dernier aurait tenté une opération d'"incision annulaire" sur le caféier. Cette expérience avait pour but la fructification du caféier. Pour plusieurs raisons (état de végétation des caféiers et sécheresse la deuxième année), il semble que l'expérience n'ait, par deux fois, donné aucun résultat. Ces expériences semblent révéler que les caféiers ne produisaient plus de manière suffisante. En 1826, les raisons données à la baisse d'activité de l'exploitation caféière ne sont pas très différentes de celles annoncées six années auparavant ; en plus de « la dégénération des arbres », l'appauvrissement des sols est avancé, et à ces deux facteurs agronomiques est ajoutée l'incidence des perturbations géopolitiques de la période : guerre, blocus continental. Ces raisons semblent, pour le gouverneur, être à l'origine de l'anéantissement de l'exploitation caféière martiniquaise au début du XIX^e siècle. La culture du café fait donc rapidement les frais de la ruine du commerce martiniquais amorcé à la fin du XVIII^e siècle suite aux événements de la période révolutionnaire.

4. A L'ÉCLAIRAGE DES ÉVÉNEMENTS EXTÉRIEURS

4.1. *Les effets des occupations anglaises*

Le fonctionnement des petites exploitations reposant sur une réalité commerciale, la période consécutive à celle de la révolution rythmée par des phases de crise du commerce, de guerres, d'occupations, eut des conséquences catastrophiques pour la pérennisation de l'activité caféière. On peut de ce fait mettre en exergue le rôle de l'occupation anglaise comme principale cause de la disparition de la culture du café à la Martinique. De cet événement va découler un certain nombre de conséquences qui lui seront largement préjudiciables, d'autant que ces occupations se sont succédées à des moments clés de l'histoire commerciale et économique mondiale (1794-1802, 1809-1815).

20. Bibliothèque centrale du Muséum national d'histoire naturelle, ms 308, et Bibliothèque nationale de France, NAF 9551, fol. 19-26 (Liste, n°4), Observations faites sur la culture du caffier, par le Sr Nectoux botaniste, dans ses voyages avec M. Le Blond, médecin-naturaliste, envoyé à la Guyanne française, par le roy, pour la découverte du quinquina, et d'autres objets d'histoire naturelle dans Patrice Bret, « La plantation idéale, esthétique et équilibre dans la caféière du jardinier-botaniste Nectoux » p. 215-242, dans Danielle Bégot, *Le sucre, de l'Antiquité à son destin antillais*, Paris, CTHS, 2000.

21. AD Martinique, Correspondance du gouverneur au ministre de la marine, 1M5570, le 14 novembre 1820, n°2194, essais faits sur les caféiers.

L'occupation anglaise a engendré l'abolition immédiate de la traite à laquelle les habitants ne s'attendaient pas. La traite s'est alors faite de manière illégale. Les grands planteurs qui avaient les moyens de pourvoir au renouvellement de leurs ateliers se tournent alors vers les petits habitants caféiers qui ne pouvaient plus subvenir aux besoins de leurs habitations faute de débouchés pour leur production, cédèrent peu à peu à la pression. Ils n'ont souvent plus que ce recours pour survivre et, ainsi dépourvus d'esclaves, ne peuvent plus entretenir leurs exploitations qui finissent par péricliter faute de soins suffisants. Le maintien de la petite exploitation devient donc de plus en plus difficile, voire impossible sans une reconversion.

Ainsi les planteurs caféiers furent obligés de vendre leurs esclaves non pas sous la pression des grands planteurs, mais pour des raisons financières, leur denrée n'obtenant plus aucun débouché : « et c'est alors qu'un à un plus d'un malheureux caféier au désespoir dû arracher des arbres qui portaient une denrée sans débouché et vendre les uns après les autres pour subsister lui-même les nègres qu'ils ne pouvaient plus faire subsister²² ».

4.2. Concurrence directe du café importé des colonies étrangères en plein essor

L'anéantissement de Saint-Domingue à la suite de la période révolutionnaire dès la fin du XVIII^e siècle, puis sa perte en 1804, ajoutée à l'occupation anglaise de la Martinique, a provoqué un réel déficit de café sur le territoire français. En effet, la France n'avait essentiellement compté au cours du XVIII^e siècle que sur ces deux colonies pour la plus grande partie de ses importations de café (seul le port de Marseille commerçait encore avec l'Arabie et l'île Bourbon).

Cela étant, pendant l'occupation anglaise de la Martinique, la France a du faire appel aux pays étrangers pour son approvisionnement en denrées coloniales. En 1815, quand elle revient aux mains des Français, de nouveaux trafics commerciaux se sont créés. L'approvisionnement en denrées coloniales déjà assuré sur le marché français, les denrées martiniquaises se trouvent alors en concurrence directe avec les produits étrangers. Le comité formé pour débattre de la question des droits perçus sur les denrées coloniales et sur l'état du commerce anticipe ce phénomène :

« Nous aurons un superflu considérable de denrées coloniales, celles de l'étranger se trouveront naturellement repoussées comme elles l'étaient autrefois, sans qu'il fut besoin de prohibition ; mais que jusque là ; ces denrées venant de l'étranger, peuvent être admises en payant un droit aussi haut qu'il soit possible de l'élever, sans tomber dans l'inconvénient de la fraude. Il [le comité] est d'avis que, partant de ce point, le droit de consommation à percevoir sur le café de nos colonies doit être réduit de manière à ce que ce café, y compris le domaine d'occident, ne paye que les deux tiers de ce que paye le café étranger²³. »

22. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1319, Statistiques 1826, cahier n°10, Agriculture.

23. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1482, s. d., v. 1814, Situation du commerce avec la France.

Malheureusement la réalité sera tout autre, la concurrence ayant gain de cause face à l'appartenance géopolitique.

5. L'EXCLUSIF, LA CAUSE DE TOUS LES MAUX

Au début du XIX^e siècle, le système commercial basé sur l'exclusif montre rapidement ses limites, seules des réformes importantes peuvent sortir les colonies de l'impasse. Cela n'a pas échappé à certains contemporains qui ont su en temps voulu percevoir les aspects importants du problème:

« Cinq années de perte et de malheurs, dans le commerce de la métropole avec les colonies, sont plus que suffisantes pour démontrer que nos possessions d'outre-mer ne peuvent plus être régies comme en 1727 ; et cette trop longue expérience faite malheureusement aux dépens de ce même commerce, exige qu'un remède prompt et actif y soit apporté²⁴ »

L'auteur de cet extrait montre que la désuétude du système commercial appliqué aux colonies est à l'origine des nombreux problèmes rencontrés par les colons. Ce qui est annoncé ici n'est autre que la faillite à court terme du système colonial reposant sur le principe de production de denrées pour la métropole en échange d'approvisionnement en matières premières et l'origine du coup d'arrêt donné à la production agricole dans les colonies. Le système colonial trop lent à relâcher son étreinte, étouffant peu à peu ce qu'il avait si bien réussi à construire.

Voici la situation commerciale de la Martinique décrite dans un rapport de 1819 :

« Cet état forcé où se trouvent les colonies, ne doit-il pas finir par anéantir non seulement toutes les sources de leur prospérité mais même celles de leur existence. Le commerce dégouté par une longue suite d'opérations désastreuses ; ne finira-t-il pas par y renoncer totalement ? Cette circonstance ne diminuera certainement pas le prix des objets de consommation, et l'habitant continuant à gémir sous cette fâcheuse influence ; privée par contrecoup des capitaux de commerce, qui n'existant plus ne pourront plus être mis à sa disposition, loin de pouvoir augmenter son faire-valoir et par conséquent ses produits ne sera-t-il pas obligé de rétrécir de jour en jour des opérations agricoles²⁵. »

6. LA MÉTROPOLE SE FOURNIT AILLEURS MAIS FERME TOUT DÉBOUCHÉ À SES COLONIES

« Mais si des considérations politiques dans lesquelles les colons s'interdisent d'entrer, continuent à s'opposer à ce que les colonies françaises fournissent seules à la Métropole le sucre et le café qu'elle consomme, il

24. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1482, s. d., v. 1819, Mémoire pour l'obtention de l'ouverture d'un entrepôt à la Martinique.

25. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1482, 15 novembre 1819, Mémoire sur le commerce de la Martinique.

demande avec la plus vive instance le dégrèvement sur les droits imposés sur leurs denrées²⁶. »

Les termes sous-tendent bien la lutte pour faire face à la concurrence et montrent que le café fait encore partie des principales cultures importées au début XIX^e siècle. Il explique aussi les raisons de la diminution progressive de l'exportation caféière.

La mise en concurrence associée de façon désastreuse à l'interdiction de commercer avec l'étranger et par conséquent d'écouler les denrées non vendues sur le marché national, vont provoquer la faillite des cultures martiniquaises, ces mêmes cultures étant en plein essor dans les pays émergents voisins tels que le Brésil. C'est dans un premier temps le café qui sera touché par ce phénomène d'ouverture à la concurrence développé par le système commercial moderne en plein essor. C'est d'ailleurs ce que prévoit l'auteur d'un exposé sur la situation commerciale de l'île de la Martinique :

« Après un coup de vent, dans une de ces disettes que tant d'événemens [sic] concourent à produire dans les colonies, fermez impitoyablement leurs ports à l'étranger, réservez tous leurs œuvres pour votre commerce, vous porterez, il est vrai, sur vos marchés quelques denrées de plus. Mais la diminution des récoltes suivantes vous fera repentir trop tard, sans doute, d'avoir été sourds au cri de la justice et d'avoir repoussé un intérêt bien entendu²⁷. »

7. REMISE EN QUESTION DU SYSTÈME COMMERCIAL FRANÇAIS BASÉ SUR L'EXCLUSIF À TRAVERS LA COMPARAISON DU SYSTÈME COMMERCIAL ÉQUATORIEN ET VÉNÉZUÉLIEN

Nous avons trouvé ici judicieux de comparer le système commercial caféier martiniquais au système cacaoyer équatorien du XVIII^e siècle, afin de mettre en évidence l'élément clé de la faillite du système colonial français.

Alors que toutes les composantes de la production cacaoyère vénézuélienne la rapprochant des caractéristiques de l'exploitation caféière martiniquaise, l'exploitation cacaoyère de Guayaquil (Equateur) que tout aurait pu rapprocher de sa rivale vénézuélienne, s'en éloigne par de nombreux points.

La croissance de la production vénézuélienne avait été amplement favorisée par le monopole qu'avait obtenue la compagnie appelée *Guipuzcoane* de la couronne d'Espagne sur ses exportations vers la métropole, alors que le système cacaoyer de Guayaquil lui, dut faire face tout au long du XVII^e et XVIII^e siècle à la concurrence directe de cette dernière qui, par nombre de stratégies avait soigneusement su écarter sa rivale des marchés de l'Amérique centrale.

26. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1482, 15 novembre 1819, Rapport sur la situation commerciale de la Martinique.

27. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1482, 15 novembre 1819, Rapport sur la situation commerciale de la Martinique.

La lutte acharnée que menèrent les pays voisins contre toutes importations venues de Guayaquil acquit à celui-ci une aptitude à la reconversion, de même qu'une pugnacité pour faire passer et vendre ses marchandises pendant plus d'un siècle. De plus « contrairement à leurs homologues vénézuéliens, qui dépendent pour l'essentiel d'une main-d'œuvre esclave importée d'Afrique ou des Antilles, les planteurs de la région de Guayaquil ont également recours à une main d'œuvre indigène salariée²⁸ ».

Ainsi donc, bien que le Venezuela et Guayaquil aient tous deux constitué leur richesse grâce à l'exploitation d'une même denrée, leurs systèmes commerciaux ne reposant pas sur les mêmes principes n'aboutirent pas aux mêmes résultats. Alors que le Venezuela ne pût faire face au moindre changement, c'est-à-dire à la concurrence de nouveaux pays introduite par l'ouverture du commerce espagnol, Guayaquil qui depuis le début de son exploitation dût se battre et adapter ses stratégies pour vendre ses produits, pût faire face aux bouleversements de la fin du XVIII^e. Il faut préciser aussi que leur capacité à produire via une main d'œuvre libre et rémunérée, en faisant d'eux des précurseurs dans ce domaine, leur donna un avantage de plus par rapport à leurs concurrents. Ne pas avoir à faire face aux déficits de la main d'œuvre servile, à son haut coût, et peu à peu aux abolitions tout d'abord de la traite et ensuite de l'esclavage se révéla être un atout majeur.

Ces deux exemples montrent qu'une économie autocentrée est bien souvent incapable de faire face aux bouleversements engendrés par l'évolution. Ainsi, la fin du XVIII^e siècle avec l'ouverture des marchés commerciaux met un terme à tout système économique dont la réussite repose sur le principe de l'exclusif et du commerce fermé mercantiliste.

8. RUINE DE L'ENSEMBLE DU COMMERCE MARTINIQUAIS

Le café n'est pas la seule culture à avoir été touchée, le XIX^e siècle sonne le glas de l'ensemble du commerce martiniquais.

De nombreuses composantes du système pernicieux sont désignées pour expliquer la ruine de ce commerce : le manque de main d'œuvre, la rareté du capital et l'avalissement du prix des principaux produits. Ainsi aucun élément n'aurait pu contribuer au relèvement de l'exploitation caféière dont les prémices de la fin étaient bien perceptibles :

« Il y a donc lieu de lui [Martinique] procurer au plus tôt et à bon marché une main d'œuvre appropriée à son sol, de lui faciliter la vente de ses sucres, sirop, tafias sur tous les marchés du monde en lui laissant la liberté de s'y approvisionner à sa convenance sans surtaxe et sans protection pour pavillon²⁹. »

Ainsi même en 1865, la protection commerciale, et les surcharges de taxes qu'imposait la France à ses colonies limitait l'essor de leur commerce. Dans les années 1860, les prix des denrées étant extrêmement

28. Nickita Harwich, *Histoire du chocolat*, Paris, Editions Desjonquères, 1992, p.57.

29. AD Martinique, 1M5028, n°597, le 14 septembre 1855, direction des colonies.

avilis, les contemporains n'avaient de cesse de se plaindre de l'importance des taxes imposées par la métropole³⁰.

A la fin des années 1860, cette situation commerciale critique est expliquée par le manque de bras et le peu d'empressement des commerçants à chercher à étendre leurs relations avec les marchés étrangers ; leur unique antidote aux difficultés du moment est la surhausse du doublon, afin, que l'étranger vienne chercher les denrées aux Antilles³¹. Un autre remède à l'état désastreux de la colonie est avancé : l'abaissement des droits sur le sucre, le café et le cacao pour en augmenter la consommation. Les droits trop élevés imposés sur ces denrées ont provoqué la diminution de leur consommation de même que celle de leur exportation, par voie de conséquence.

9. TENTATIVES DE RELANCE DE LA FILIÈRE DE LA PART DES AUTORITÉS

Un paragraphe d'une lettre du directeur de l'intérieur au gouverneur, sans commentaire sur la progressive disparition de l'exploitation caféière martiniquaise, en laisse néanmoins percevoir les raisons. Souhaitant inciter les nouveaux libres à planter des caféiers sur leurs terrains, il affirme certaines conditions essentielles à la rentabilité des exploitations caféières :

« Par des moyens analogues j'ai obtenu la promesse de faire planter à chaque cultivateur 10 pieds de café dans son jardin [...] il m'a suffi de représenter à ces bonnes gens que l'on allait réduire les dettes pour faire augmenter la consommation en France, que le café est hors de prix maintenant, que 10 pieds de cet arbuste en leur donnerait aucune peine à soigner et leur procureraient aucune peine à soigner et leur procureraient des ressources dans quelques années³². »

Ainsi donc il vante les mérites du café grâce à des arguments témoignant en fait des problèmes rencontrés. Il prône une meilleure consommation de la France, un haut cours du café et une récolte aisée sans avoir à apporter trop de soins aux plants. On peut donc en déduire que les bas cours du café, la baisse de la demande en café de la part de la métropole ainsi que les maladies ayant attaquées l'arbre (obligeant les planteurs caféiers à de nombreux soins) sont à l'origine de l'abandon de cette culture par les planteurs martiniquais.

La situation commerciale coloniale va ensuite de mal en pis, le gouvernement français ouvre ses ports mais ne libéralise aucunement le commerce colonial. La deuxième moitié du XIX^e siècle se caractérise par une baisse de régime des exportations est une balance commerciale négative.

30. AD Martinique, 1M5028, n°636, le 17 septembre 1866, envoi de documents devant servir à la rédaction de l'exposé général de la situation de l'empire.

31. AD Martinique, Fonds du Contrôleur colonial, 1M5028, le 17 septembre 1866, envoi de documents devant servir à la rédaction de l'exposé général de la situation de l'empire.

32. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1319, le 24 août 1850, Répartition des cultures.

10. APPAUVRISSEMENT DU SOL, DÉGÉNÉRESCENCE DE L'ESPÈCE OU CONSTAT D'ABANDON DES CULTURES ?

Face à la récurrence de l'assertion et aux contradictions qu'elle induit on est en droit de se demander si il n'y aurait pas confusion volontaire ou non entre l'effet et la cause, l'appauvrissement des terres, comme d'ailleurs la « dégénérescence de l'espèce » ne seraient-elles pas les conséquences du manque de soin apporté aux cultures et non les causes du problème. Pendant la période révolutionnaire, et ce jusqu'à l'arrivée des anglais, soit pendant près de cinq années, les esclaves étaient employés à la production de vivres, le ravitaillement maritime faisant défaut. Nul doute alors que les plantations de café abandonnées aient souffert de nombreux maux.

En 1834, l'auteur d'un compte rendu sur la situation de la colonie³³ avance que la terre est épuisée et qu'elle ne produit plus de la même manière que vingt ans auparavant : la colonie n'obtient plus que la moitié des rendements obtenus dans le passé.

La même année, un écrit sur la situation économique de l'île précise que la Martinique se tourne de plus en plus vers la culture de la canne : en 1834, elle s'étend désormais sur 20 905 carrés contre 15 600 en 1805³⁴, et dans les années 1835-1836 on peut en « juger par les défrichements opérés dans les courant de ces deux années dans le seul canton de la Trinité³⁵ ».

En 1837, le bureau politique et commercial envoie des renseignements statistiques en réponse aux questions envoyées l'année précédente par le Ministre secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies. Dans ces renseignements statistiques, figurent les questions auxquelles le bureau se charge de répondre, parmi celles-ci se trouve une question sur l'état des cultures :

« Signe de la crise : le café est mis sur le même plan que la canne à sucre dans les descriptions de la situation de la colonie. « Dire si les espèces de canne à sucre et de cafier cultivées à la Martinique présentent quelqu'indice [sic] de dégénérescence et faire connaître s'il n'y aurait pas avantage à se livrer dans la colonie à de nouvelles cultures, telles que celles de l'indigo, du tabac, du quinquina et du nopal à cochenillies [sic]. »

Cette question est pour le moins étonnante, aux dires des paragraphes précédents, la cause paraissait entendue mais la réponse l'est tout autant :

« Les cannes à sucre et les cafiers sont de bonne qualité et n'ont pas dégénéré. C'est le sol qui est épuisé et qui ne produit qu'à force d'engrais. La première de ces cultures surtout en nécessite une quantité prodigieuse. Dans les terres nouvellement défrichées, les produits de la canne sont au moins quintuples de ceux obtenus dans les terres qui ont déjà plusieurs fois produit³⁶. »

33. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1482, le 21 novembre 1834, Note sur le commerce colonial.

34. Christian Schnakenbourg, « Statistiques pour l'histoire de l'économie de plantation en Guadeloupe et en Martinique (1635-1835) » dans *Annales des Antilles*, n°21, année 1977.

35. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1482, s. d., v. 1834, Mémoire sur l'historique de la situation coloniale.

36. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1489, le 15 février 1837, Envoi de renseignements statistiques.

Ainsi donc, selon cette source, en opposition avec quantité d'autres rapports, le caféier n'est pas dégénéré, seul l'appauvrissement des terres est à l'origine de la diminution de la production.

La thèse de la maladie est annoncée par un gouverneur, en 1839. Le café serait touché par une maladie, sorte de fléau dont l'origine remonte à huit ans plus tôt :

« Ainsi, plusieurs des anciens quartiers producteurs de café montrent aujourd'hui leurs mornes dépouillés de toute végétation et les habitants qui devaient à cet arbuste une honnête aisance ; se sont trouvés peu à peu ruinés, comme ou mieux que les habitants sucriers, qui continuent à travailler cependant parce qu'ils vivent d'espérance et qu'il faut bien d'ailleurs occuper et alimenter les ateliers³⁷. »

11. DES TERRES VIÈRGES : UNE SOLUTION POUR PALIER LA RÉCESSION DE L'EXPLOITATION CAFÉIÈRE

« Il existe beaucoup de terres à concéder et très propres à la culture surtout dans les environs de la nouvelle route qui traverse l'île, de la Trinité à Saint Pierre³⁸ ».

Or, bien que la cause de l'appauvrissement des terres soit avancée à maintes reprises dans les sources du XIX^e siècle pour expliquer la faillite des exploitations agricoles de toutes sortes, le discours devient tout autre en fonction de ce que veut démontrer l'auteur. En effet, quand le gouverneur en 1850 met en place une politique d'incitation au développement de la culture chez les nouveaux libres, le sol est alors présenté comme de très bonne qualité : « *Je leur ai expliqué aussi l'intérêt personnel qu'ils trouvent au travail productif de l'agriculture sur un bon et beau sol*³⁹ ».

Il faut donc utiliser les discours et les explications des gouverneurs avec précautions, les affirmations pouvant être orientées.

12. AUTRES CAUSES DE « DÉGÉNÉRESCENCE » AVANCÉES PAR LES OBSERVATEURS

La pratique de la restreinte des arbres, c'est-à-dire l'étêtement ou éci-mage, est d'abord pour Nectoux la cause principale des maladies du caféier et des déséquilibres apportés à sa croissance, et donc à sa production : « mais sa hauteur lui est si strictement fixée par le cultivateur, qu'il ne peut jamais en affranchir la borne, cependant il croit sous le fer qui lui fait éprouver de nouvelles plaies tous les trois ou quatre ans⁴⁰ ».

En 1851, la diminution de l'exploitation caféière est attribuée à un insecte qui attaque l'arbre et qui provoquerait d'ailleurs « la dégénéres-

37. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1319, le 15 mars 1839, Visite générale dans l'île.

38. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1489, le 15 février 1837, Envoi de renseignements statistiques.

39. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1319, le 24 août 1850, Répartition des cultures.

40. Bibliothèque centrale du Museum national d'histoire naturelle, ms 308, et Bibliothèque nationale de France, NAF 9551, fol. 19-26 (Liste, n°4), *Observations faites sur la culture du caffier, par le Sr Nectoux... Op. Cit.*

cence » de l'arbre (le terme « dégénérescence » doit ici être pris comme dépérissement) :

« Le café frappé de dégénérescence par suite de l'action d'un insecte, a subi dans sa production un déficit considérable. Cependant on a remarqué que dans les plantations nouvelles, cet arbuste n'était pas attaqué et il y a lieu d'espérer que si on se remet à cette culture, la production en augmentera sensiblement⁴¹. »

Dans ces nombreux extraits relatifs à l'échec de l'exploitation caféière en Martinique, les mêmes termes reviennent toujours en guise d'explication. Alors qu'une nouvelle cause est avancée « l'insecte », l'auteur lui trouve un lien avec la « dégénérescence de l'espèce ».

13. RETOURNEMENT DE CONJONCTURE EN FAVEUR DU CAFÉ

Les fonds du contrôleur colonial font état des difficultés rencontrées par la culture de la canne en 1866. En vue d'une comparaison ils retracent alors les vicissitudes rencontrées par le café à la fin du XVIII^e et expliquent les raisons de la reconversion d'un certain nombre de planteurs :

« Et comment croire en effet que des gens qui souffrent réellement dans leurs intérêts, dans leurs revenus, ne fassent pas aujourd'hui pour la canne ce qu'ils ont fait jadis pour les caféiers quand leurs plantations détruites par le ver (qui existe encore) et par l'affaiblissement de la plante mal nourrie sur un sol épuisé, ne leur donnaient plus de revenus ; n'ont-ils pas abordé résolument avec trop d'enthousiasme peut-être la culture de la canne ? L'inverse ne se produirait-il pas aujourd'hui s'il était possible⁴² ? »

A la fin du XIX^e, un retournement de conjoncture se produit : la canne dont le prix est avili par la concurrence de la betterave n'est plus un produit de revenu suffisant pour faire face aux taxes, l'administration de l'île cherche donc un produit de remplacement : le café pourrait-il alors redevenir alors la solution ?

14. HAUSSE DES COURS DU CAFÉ : UNE PERSPECTIVE D'AVENIR ?

« Il est grandement accrédité que la maladie et la mort des anciens caféiers tiennent à une dégénérescence du plant, j'ai fait demander des graines et des plants nouveaux dans toutes les colonies environnantes et j'attends par le packet anglais 200 K de semence de café de Costa Rica qui me paraît le plus propre à remplacer le notre par la similitude avec la Martinique de la contrée qui le produit et qui obtient en ce moment en Europe des prix assez élevés⁴³. »

41. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1491, le 5 juin 1851, Mémoire sur l'état politique des Antilles françaises et sur la situation de divers services de la Martinique.

42. AD Martinique, Fonds du Contrôleur colonial, 1M5028, le 17 septembre 1866, envoi de documents devant servir à la rédaction de l'exposé général de la situation de l'empire.

43. AD Martinique, Fonds du Contrôleur colonial, 1M5028, n°226, le 27 mars 1865, au sujet des primes demandées par le Conseil général pour encourager la culture du café et du cacao.

Ainsi donc les cafés venant des pays voisins bénéficient de hauts cours en Europe, ce qui explique d'ailleurs que tant de politiques de relances soient menées pendant cette période en Martinique. Pourquoi les colonies françaises ne bénéficieraient-elles pas elles aussi des hauts prix du café alors que le café martiniquais a toujours été réputé pour sa bonne qualité ?

Le café deviendrait alors une culture d'avenir, les hauts cours du café comme l'indique ce rapport apparaissant comme un gage de prospérité pour la colonie en quête de ressources financières. Encore faudrait-il remédier à la dégénérescence du pied.

15. LES EFFETS DE LA CONCURRENCE ADMIS POUR LE SUCRE ET LE COTON

Le sens critique du gouverneur pose question. Il semble, en effet, curieux que la seule explication qu'il trouve à la faillite du café martiniquais soit la dégénérescence de l'espèce caféière, alors que tant d'autres critères concomitants en sont à l'origine (notamment la concurrence des cafés étrangers). Pourtant, le gouverneur a su faire la part des choses pour le coton, ainsi que pour le sucre en expliquant qu'à la différence du cacao et du café ni le sucre, ni le coton n'étaient des cultures d'avenir pour la colonie :

« il n'est point demandé de primes pour le coton qui est encouragé par le haut prix qu'il a atteint dans ces derniers temps et parce que je ne crois pas que ce soit une culture d'avenir pour nos colonies qui, à la fin de la guerre des Etats-Unis, pourraient se trouver dans une situation aussi précaire que celle que la betterave a créée à leur industrie sucrière⁴⁴. »

Il ne voit donc pas d'avenir au sucre et au coton parce que ces deux denrées sont directement soumises à la concurrence étrangère. Par contre, pour le café dont la culture est en plein essor dans les pays latino-américains, il ne fait pas le même constat. Cependant, dès les années 1820, le café est directement concurrencé par celui des colonies espagnoles sur le territoire même de la Martinique. En effet, des denrées étrangères notamment espagnoles passent par la Martinique afin de bénéficier des avantages des produits coloniaux au moment de leur entrée sur le territoire métropolitain⁴⁵.

16. ABSORPTION DES PLANTEURS CAFÉIERS PAR L'INDUSTRIE SUCRIÈRE.

Dans les années 1870, les renseignements trouvés dans les sources indiquent que l'industrie sucrière (on compte en 1874, 15 usines centrales)

44. AD Martinique, Fonds du Contrôleur colonial, 1M5028, n°226, le 27 mars 1865, au sujet des primes demandées par le Conseil général pour encourager la culture du café et du cacao.

45. AD Martinique, Code de la Martinique, Tome VII, n°4036, le 10 novembre 1821, p.303, Dépêche ministérielle au sujet des denrées coloniales étrangères introduites à la Martinique et exportées en France comme produits du sol de la colonie.

absorbe tous les bras et toutes les terres. Le développement de cette industrie génère un délaissement des cultures dites secondaires. Cependant en 1874 pour justifier cette diminution des petites cultures voici ce qu'affirment les mêmes sources :

« Il y a lieu de remarquer d'ailleurs d'une manière générale, que les produits secondaires, tels que le café, le cacao et le coton affectés de maladies qui en font abandonner la culture, diminuent progressivement », *aussitôt après, l'auteur de ce compte rendu ajoute* « l'industrie sucrière absorbant d'ailleurs la presque totalité des bras et des capitaux disponibles⁴⁶. »

17. CONSIDÉRATIONS SOCIO-IDENTITAIRES

Il faut d'ailleurs ajouter qu'à toutes les difficultés rencontrées par l'habitant caféier au cours du XIX^e s'ajoute le complexe d'infériorité auquel a été soumis celui-ci, montré. Du doigt, en quelques sortes marginalisé.

En effet les petits habitants caféiers au statut peu enviable dans la société créole sont méprisés des grands planteurs sucriers. Il n'était pas bon d'être habitant caféier à la Martinique ! Le prestige et la reconnaissance sociale, lié à la culture du sucre, de par l'enrichissement qu'elle procurait aux grands habitants. Conduisirent certains habitants caféiers face aux difficultés rencontrées, à abandonner la plantation du caféier pour se reconvertir en habitants sucriers, c'est ce que G. Lafleur appelle la vaine gloriole.

Alors qu'au cours du XVIII^e siècle la Martinique exporte vers la métropole, en quantités importantes, un café de qualité, à la fin du XIX^e siècle elle commence à en importer pour sa propre consommation.

En 1865, elle en achète 9 743 kilogrammes pour une valeur totale de 22 330 francs. Elle importe aussi du cacao mais dans une moindre mesure (580 kilos pour 795 francs). Il est important cependant de mentionner qu'elle n'importe pas encore de sucre⁴⁷.

En 1898, à la Martinique l'administration locale s'inquiète de la situation préoccupante des approvisionnements de denrées alimentaires et de combustibles de la colonie, au moment où des dispositions sont prises pour assurer la défense de l'île. Les marchandises issues du commerce avec les Etats-Unis sont de plus en plus chères, le conflit hispano-américain étant à l'origine de l'augmentation du prix du fret. La Martinique va devoir faire appel à la France pour combler les déficits commerciaux engendrés. C'est dans ce cadre qu'est fourni un relevé des importations des Etats-Unis d'Amérique pendant l'année 1897. Selon les chiffres, les fournisseurs officiels de la Martinique sont la France et les Etats-Unis, ils exportent respectivement 7 248 426 livres et 6 199 482 livres de marchandises, la Martinique importe en totalité 16 304 427 livres.

Sur cette somme, 197 693 livres sont consacrées à l'achat de café, la Martinique importe 81 018 kilos de café, preuve qu'elle ne s'auto-suffit

46. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1492, Année 1874, renseignements destinés à servir d'éléments pour la rédaction de l'exposé général de la situation de la France.

47. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1286, Douanes, Etat présentant les quantités de marchandises importées dans la Colonie en 1865.

plus dans ce domaine, loin s'en faut, et qu'elle est obligée de faire appel à l'étranger. Elle reçoit son café principalement de France, des autres colonies françaises (44 434 kilos) et d'autres pays, dont l'origine exacte n'est pas précisée.

Tableau 1 : Relevé des importations de café en Martinique en 1897⁴⁸

Provenance							
Etats-Unis		Angleterre et colonies anglaises		France et colonies françaises		Autres pays	
Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
6 623	11 021	522	1 676	44 434	150 619	29 437	54 377

Le prix du café change en fonction de sa provenance. Le café importé des Etats-Unis et des autres pays est de loin le moins cher du marché (une moyenne de 1,66 francs le kilo), vient ensuite le café d'Angleterre et des colonies anglaises (3,21 francs le kilo), enfin celui de la France et des colonies françaises (4 francs).

18. ÉTAT DE L'EXPLOITATION CAFÉIÈRE MARTINIQUEAISE À L'EXTRÊME FIN DU XIX^E SIÈCLE

Un rapport sur la situation générale de la colonie en 1875 donne un compte rendu plutôt négatif de la situation des petites cultures dites secondaires : « Il y a lieu de remarquer d'ailleurs d'une manière générale que les produits secondaires, tels que le café, le cacao, le coton diminuent progressivement, l'industrie sucrière absorbant la presque totalité des bras et des capitaux disponibles⁴⁹ ».

Les petits secteurs agricoles disparaissent progressivement faute de moyens, et de subventions. Le secteur sucrier absorbe tous les crédits et donc par conséquent tous les intérêts.

Tableau 2 : Tableau détaillé des cultures en 1893⁵⁰

	Nombre d'hectares en culture	Nombre d'habitations rurales	Nombre de travailleurs employés aux cultures
Canne à sucre	19 694	450	33 578
Caféier	500	216	637
Cotonnier	21	4	59
Cacaoyer	2 053	539	1 769
Tabac et cultures diverses	35	4	29
Vivres	18 248	8 989	27 464
Totaux pour les cultures	40 551	10 202	63 536

48. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1496, le 10 juin 1898, Renseignements sur les approvisionnements de la Martinique en vivres et combustibles.

49. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1492, Renseignements destinés à servir d'éléments pour la rédaction de l'exposé général de la situation de la France, 1875.

50. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1319, tableau détaillé des cultures de 1893.

En 1893, il existe encore 216 habitations caféières, les cultures de café s'étendent sur une superficie totale de 500 hectares. On récolte une quantité de 87 238 quintaux et cette culture rapporte une valeur nette de 95 305 livres à la colonie. Bien que ces chiffres soient négligeables à côté de ce que rapporte le sucre (4 173 923 francs) ou même le cacao (652 875 francs) à la même date, on ne peut cependant pas confondre l'exploitation caféière avec celle du coton (6 950 francs) ou du tabac (12 586 francs) qui sont des cultures que l'on pourrait qualifier de « survivantes⁵¹ ». Quelques décennies cependant suffiront pour que la culture du café en soit à ce même stade.

51. AD Martinique, Série géographique, 1Mi1319, tableau détaillé des cultures de 1893.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Sources d'archives :

Archives départementales de la Martinique :

- Code de la Martinique
- Fonds du Contrôleur colonial
- Série géographique (sous-série 1Mi)
- Fonds généralités (sous-série 1Mi)
- Correspondance du gouverneur au ministre de la marine (série 1M)

Ouvrages ayant valeur de sources :

Antoine-Alexis Cadet De Vaux : *Dissertation sur le Café, son historique, ses propriétés*, Paris, Charles Louis Cadet, 1806.

Emile Légier : *La Martinique et la Guadeloupe, considérations sur l'avenir et la culture de la canne, la production du sucre et du rhum, et les cultures secondaires dans les Antilles françaises*, Paris, Bureaux de la Sucrierie indigène et Coloniale, 1905.

Ouvrages :

Danielle Bégot, *Le Sucre, de l'Antiquité à son destin antillais*, Paris, CTHS, 2000, 404 p. Prosper Eve, *Histoire d'une renommée. L'aventure du caféier à Bourbon/ La réunion des années 1710 à nos jours*, CRESOI, Océan Editions, Saint André, 2006.

Nickita Harwich, *Histoire du chocolat*, Paris, Editions Desjonquères, 1992.

Mario Samper et Radin Fernando, « Historical statistics of coffee production and trade from 1700 to 1960 », p. 411-461 in William Gervase Clarence-Smith and Steven Topik, *The Global Coffee economy in Africa, Asia, and latin America 1500-1989*, Cambridge, University Press, 2003.

Michel Tuchscherer, *Le Commerce du café avant l'ère des plantations coloniales, espaces, réseaux sociétés (XV^e-XIX^e siècle)*, Le Caire, Institut Français d'archéologie orientale, 2001.

Articles :

Gérard Lafleur, « La Culture du café en Guadeloupe de son introduction à sa quasi disparition » p. 59-120 dans *Bulletin de la société d'histoire de la Guadeloupe*, n°145, 2006.

Christian Schnakenbourg, « Statistiques pour l'histoire de l'économie de plantation en Guadeloupe et en Martinique (1635-1835) » dans *Annales des Antilles*, n°21, année 1977.